

"C'est un risque majeur pour la prise en charge des patients"

CENTRE HOSPITALIER Suppression de postes et de lits, fusion de services, privatisation... Les inquiétudes et la révolte grandissent du côté des syndicats de l'établissement. La directrice se veut rassurante sur la sauvegarde des emplois.

C'est la cata ici, on n'écoute plus les agents." Julia Pereira, secrétaire du syndicat Sud Santé à l'hôpital tire la sonnette d'alarme. Depuis son bureau en sous-sol de l'établissement, celle qui n'a pas la langue dans sa poche accuse la direction de "faire des économies sur le personnel et sur les habitants". Un constat partagé et dénoncé également par la CGT, réunie jeudi dernier devant l'hôpital, avec la présence des représentants de Force ouvrière (FO). En effet, le passage d'un plan d'efficience destiné à redresser l'établissement, en réduisant de 5 millions d'euros ses dépenses d'ici à cinq ans, prévoit de supprimer près de trente postes. Parmi lesquels, des infirmiers, des aides-soignants, des techniciens de laboratoire et des secrétaires médicales. "Une partie des efforts à faire sur les dépenses est à faire sur les ressources humaines", soutient Sylvia Breton, directrice du centre hospitalier Joseph Imbert, tout en assurant que les emplois seront sauvegardés.

Un plan économique décrié par les équipes

Cette décision met en colère Sud : "Des secrétaires, on en a besoin, les patients vont partir ailleurs et il risque d'y avoir des erreurs d'orientation". Sans parler des professionnels de santé, déjà sous tension. "Aujourd'hui, on a des agents en pleurs, s'agace Anne-Marie Lesage, secrétaire générale de la CGT à l'hôpital. Le personnel des services cardio et gastro ne va pas bien, on l'a déclaré en risques psychosociaux."

En effet, les postes d'infirmiers et d'aides-soignants en danger le sont en raison du projet de fusion de ces deux services. "Ils restent travailler à l'hôpital d'Arles, ils seront redéployés sur d'autres services, présente la directrice. Il n'y a pas de licenciement sec. Tout le monde va trouver une trajectoire professionnelle." Si personne n'est censé perdre son emploi, lors du point presse de la CGT, les représentants du personnel et les agents ont bien montré que cette mutualisation ne passe pas : "Nous souhai-



Les syndicats et le personnel grognent face à un plan d'économie visant à redresser l'hôpital. / PHOTO L.G.

"Nous souhaitons informer les Arlésiens sur la situation chaotique de l'hôpital."

UNE INFIRMIÈRE
EN CARDIOLOGIE

tons informer les Arlésiens sur la situation chaotique de l'hôpital, commence une infirmière en cardiologie. On va fusionner deux spécialités différentes aux pathologies et aux organisations incompatibles. C'est un risque majeur pour la prise en charge des patients."

En effet, la nouvelle répartition des effectifs est pensée face à la réduction de lits

qu'implique cette fusion. Respectivement, les services disposaient jusqu'alors d'environ 28 lits. "Ça va passer à 14 lits pour la gastro et 13 pour la cardio, sachant qu'ils sont déjà occupés, pour beaucoup, par des patients d'autres services, de gériatrie et de médecine", s'agace la secrétaire de Sud.

Elle insiste : "C'est à se demander : en Camargue, on n'a pas de problèmes de santé ?" Julia Pereira ainsi qu'une infirmière de cardiologie considèrent que les habitants du secteur vont être lésés par ce remaniement. "Sud demande donc la réouverture des lits" et la CGT se dit contre ce rapprochement des unités.

L'hôpital justifie tout de même ce choix : "Ces services sont en surcapacité. Un lit qui est vide est un lit qui

ne contribue pas au redressement de l'établissement. Dans nos différents services, on ne fonctionne pas à pleine capacité. On doit aussi faire un effort pour faire sortir les patients et les renvoyer à domicile quand ils sont médicalement sortants."

Un dialogue qui semble difficile

L'objectif est donc de réduire les durées d'hospitalisation, miser sur l'ambulaioire et mieux répartir les patients sur les secteurs. Le docteur Jean-Philippe Hugret, président de la commission médicale d'établissement (CME) et Sylvia Breton maintiennent : "Notre fil rouge reste la qualité et la sécurité des soins. On va continuer à soigner autant de patients et peut-être même plus en cardio et en gastro."

Ce discours est difficilement recevable pour le personnel de l'établissement réuni le 11 juin, qui estime que cette mutualisation est dangereuse. D'autre part, bien que "chaque agent concerné ait été entendu et qu'il y ait eu des réunions de travail : on subit. Toutes nos propositions [quant à l'organisation des horaires et des effectifs] ont été refusées. On a 15 jours

"Un lit qui est vide est un lit qui ne contribue pas au redressement de l'établissement."

SYLVIA BRETON,
DIRECTRICE

pour s'adapter. Il y a un mépris total pour nos conditions de travail et nos vies personnelles", s'alarme l'infirmière de cardiologie.

Jérémy Chanchou, aide soignant aux urgences et représentant de FO est du même avis : "Il n'y a plus de dialogue social dans cet hôpital, toutes les décisions sont horizontales. Tout est fait en mode sous-marin". Fatigués et marqués par un sentiment d'impuissance, certains redoutent de cette fusion un effet domino sur les urgences. Quelques professionnels disent aussi "fuir les services" concernés et appellent à la mobilisation car "quand ces directions partiront, après tout ça, nous, on sera encore là avec ce qui a été mis en place."

Kim JANIEC

kjaniec@laprovence.com